



mardi 8 août 2017

Les grands titres:

- Référendum en Mauritanie : le chef de l'ONU appelle à résoudre les désaccords de manière pacifique
- L'ONU dénonce des violations des droits de l'homme au Venezuela
- Niger : l'OIM est venu au secours de 1.000 migrants dans le désert du Sahara depuis avril
- L'ONU encourage le Cameroun à réduire les tensions dans les régions anglophones
- Soudan du Sud : arrivée des premiers contingents de la Force de protection régionale
- Le HCR appelle l'Australie à trouver des solutions viables et humaines pour les personnes en rétention offshore
- Kenya : le chef de l'ONU insiste sur le respect des droits de l'homme pendant le scrutin

Référendum en Mauritanie : le chef de l'ONU appelle à résoudre les désaccords de manière pacifique



Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres (archives). Photo TASS/ONU DPI

8 août - Suite à la publication des résultats du référendum portant sur les modifications de la Constitution de la Mauritanie, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a appelé tous les Mauritaniens à « travailler ensemble pour approfondir l'Etat de droit et promouvoir la cohésion sociale et l'unité nationale ».

Le référendum qui prévoit un changement du drapeau du pays et la suppression du Sénat a été organisé samedi dans l'ensemble du pays. Il a été approuvé à 85% des voix avec un taux de participation de près de 54% selon les informations communiquées dimanche par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et rapportées par les médias.

Selon les informations publiées dans la presse, plusieurs sénateurs refusent de prendre en compte les résultats du référendum et comptent continuer à exercer leurs mandats parlementaires.

« Le Secrétaire général encourage toutes les parties prenantes à veiller à ce que les désaccords soient traités pacifiquement dans les limites de la loi et le respect des droits à la liberté de réunion et d'expression », a dit son porte-parole, Stéphane Dujarric, dans une déclaration à la presse publiée mardi.



Avant la tenue du référendum, plusieurs manifestations pacifiques quotidiennes appelant au boycott du vote avaient été dirigées par des hommes politiques de l'opposition.

Jeudi dernier, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) avait alors rapporté que plusieurs dirigeants d'opposition avaient été brutalisés et arrêtés dans le cadre des manifestations. Par la voix d'une porte-parole, Ravina Shamdasani, le HCDH avait exhorté le gouvernement mauritanien à s'assurer que le droit de réunion pacifique, la liberté d'opinion et d'expression soient entièrement respectés.

L'ONU dénonce des violations des droits de l'homme au Venezuela



Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein. Photo: ONU / Jean-Marc Ferré

8 août - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a exhorté mardi les autorités vénézuéliennes à mettre fin à l'usage excessif de la force et aux détentions arbitraires à l'encontre des manifestants et dénoncé les cas de torture et de mauvais traitements à l'égard des personnes détenues en lien avec les manifestations.

Ces dénonciations reposent sur les conclusions d'entrevues menées par une équipe de spécialistes des droits de l'homme de l'ONU entre le 6 juin 2017 et le 31 juillet 2017. Le HCDH a adressé plusieurs demandes d'accès aux autorités vénézuéliennes qui sont restées lettre morte. En l'absence de réponse, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad al Hussein, a demandé à l'équipe de mener un suivi à distance de la situation des

droits de l'homme au Venezuela, notamment depuis le Panama.

« Depuis le début des manifestations en avril, on constate une tendance évidente à l'usage excessif de la force à l'encontre des manifestants », a déploré M. Zeid. « Plusieurs milliers de personnes ont été placées en détention arbitraire, beaucoup auraient été victimes de mauvais traitements et même de torture, tandis que plusieurs centaines ont été amenées devant des tribunaux militaires et non des juridictions civiles. Et la tendance ne semble en rien s'essouffler ».

L'équipe onusienne a réalisé des entrevues avec quelque 135 victimes et leurs familles, des témoins, des organisations de la société civile, des journalistes, des avocats, des médecins, des premiers intervenants et des membres du Bureau de la Procureure générale. Elle a également reçu des informations écrites du Bureau du médiateur.

Les forces de l'ordre cherchent à écraser la contestation

Selon les témoins interrogés par l'équipe des Nations Unies, les forces de l'ordre ont utilisé des grenades lacrymogènes et des tirs de chevrotine sur les manifestants anti-gouvernementaux, et ce sans aucun avertissement. Les forces de l'ordre auraient aussi eu recours à une force meurtrière à l'encontre des manifestants.

Les témoignages recueillis suggèrent que les forces de l'ordre, principalement la garde nationale, la police nationale et les forces de police locales, ont systématiquement recouru à une force disproportionnée pour faire naître la peur, écraser la contestation et empêcher les manifestants de se rassembler et de rejoindre les institutions publiques afin d'y présenter des pétitions. Il est rare que les autorités gouvernementales condamnent de tels incidents.

Au 31 juillet, le Bureau de la Procureure générale enquêtait sur 124 décès dans le cadre des manifestations. D'après l'analyse de l'équipe des droits de l'homme de l'ONU, les forces de l'ordre seraient responsables d'au moins 46 de ces décès tandis que 27 autres décès seraient imputés à des groupes armés pro-gouvernementaux, dénommés « colectivos » armés. Les coupables des autres décès n'ont pas été clairement identifiés.

Certains groupes de manifestants ont également eu recours à la violence, avec des attaques signalées contre des agents de sécurité. Huit policiers ont été tués dans le contexte des manifestations.

Le Bureau de la Procureure générale enquêtait également sur au moins 1.958 cas de blessures signalés, bien que le nombre réel de blessés soit probablement bien plus élevé. Selon les renseignements recueillis par l'équipe, lors des manifestations, les « colectivos » armés circulent à moto, en brandissant des armes à feu et en harcelant la population, tirant parfois même sur les individus.

Détentions arbitraires : des traitements cruels, inhumains ou dégradants

Bien qu'aucune donnée officielle n'ait été communiquée quant au nombre de détentions, des estimations fiables suggèrent qu'entre le 1er avril, date à laquelle ont commencé les manifestations de masse, et le 31 juillet, plus de 5.051 personnes ont été placées en détention arbitraire. Plus de 1.000 d'entre elles seraient encore en détention.

Dans plusieurs des cas examinés par le HCDH, plusieurs rapports crédibles font état de traitements cruels, inhumains ou dégradants à l'encontre de ces détenus par les forces de l'ordre, s'apparentant dans certains cas à des actes de torture. Les tactiques utilisées incluaient des décharges électriques, des passages à tabac, y compris avec des casques et des bâtons alors que les détenus étaient menottés, des pratiques de suspension par les poignets pendant de longues périodes, l'asphyxie par le gaz, et des menaces de mort – dans certains cas, des menaces de violence sexuelle – à l'encontre des détenus ou de leurs familles.

M. Zeid a rappelé aux autorités l'interdiction absolue du recours à la torture, en vertu du droit international des droits de l'homme. Il les a exhortées à libérer toutes les personnes détenues arbitrairement et à cesser le recours à des juridictions militaires pour juger des civils.

Effondrement de l'État de droit au Venezuela

Le Haut-Commissaire a également fait part de sérieuses préoccupations quant aux nombreux cas de descentes violentes et illégales dans des maisons, rapportés à l'équipe. Victimes et témoins ont fait savoir à l'équipe que les perquisitions avaient été menées sans mandat, au prétexte de déloger des manifestants. Des rapports suggèrent également que des biens privés ont été détruits au cours de ces perquisitions.

Des journalistes et des professionnels des médias ont indiqué avoir été pris pour cibles par les forces de l'ordre, afin d'empêcher toute couverture médiatique des manifestants. Les journalistes ont déclaré avoir été volontairement visés par des grenades lacrymogènes et des tirs de chevrotines, bien qu'ils aient été clairement identifiés en tant que tels. Ils ont été arrêtés, menacés et se sont vu confisquer leur équipement à plusieurs reprises.

« Ces violations se produisent alors même que s'effondre l'État de droit au Venezuela, dans un climat d'attaques constantes du gouvernement contre l'Assemblée nationale et la Procureure générale », a souligné M. Zeid. « Les responsables gouvernementaux les plus haut placés sont responsables des violations des droits enregistrées par nos services ».

Le Haut-Commissaire a jugé profondément inquiétante la décision de l'Assemblée constituante du 5 août, démettant la Procureure générale de ses fonctions, et exhorté les autorités à garantir des enquêtes indépendantes et efficaces au sujet des violations des droits de l'homme impliquant des forces de l'ordre et les colectivos armés. Il a appelé les autorités à tenir compte de l'appel de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, demandant à l'État de prendre des mesures pour assurer la protection de l'ex-Procureure générale.

Appel à un dialogue politique

Le Haut-Commissaire a appelé toutes les parties à rechercher « une solution à l'exacerbation rapide des tensions dans le pays, de renoncer à la violence et de prendre les mesures nécessaires à un véritable dialogue politique ».

Egalement préoccupé par le risque d'une nouvelle escalade des tensions, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, s'est fait l'écho mardi de l'appel lancé par M. Zeid.

« (M. Guterres) est convaincu que la crise vénézuélienne ne peut être résolue par l'imposition de mesures unilatérales, mais qu'elle requiert une solution politique fondée sur le dialogue et le compromis », a dit son porte-parole, Stéphane Dujarric,

dans une déclaration à la presse.

« À ce moment critique pour le pays, le Secrétaire général recommande à nouveau au gouvernement vénézuélien et à l'opposition de relancer les négociations au bénéfice du peuple vénézuélien », a-t-il ajouté, soulignant que le chef de l'ONU appuie fermement les efforts en cours des facilitateurs internationaux et des acteurs régionaux envers une solution pacifique à la crise.

Niger : l'OIM est venu au secours de 1.000 migrants dans le désert du Sahara depuis avril



23 migrants gambiens et sénégalais abandonnés par leurs conducteurs, ont été secourus par l'OIM et la Protection civile nigérienne. Photo: OIM 2017

8 août - Un total de 1.000 migrants a été secouru depuis avril de cette année dans les zones désertiques, au nord du Niger, par des équipes de l'Organisation internationale des migrations (OIM).

Du 19 au 25 juillet, l'OIM a mené une mission d'évaluation des itinéraires migratoires dans le désert du Ténéré et la région qui frontalière entre le Niger et la Libye. Le but de la mission était de mieux comprendre comment aider les migrants en détresse sur cette route et renforcer la capacité du gouvernement du Niger à gérer les migrations, a expliqué l'agence onusienne dans un communiqué de presse.

L'OIM, en collaboration avec le Département de la protection civile du Niger (DCP), a couvert plus de 1.400 km à la fin du mois de juillet dans la partie nord du pays pour étudier les flux et les routes migratoires tout en sauvant plus de 150 migrants en détresse.

Les opérations de secours font partie intégrante du projet MIRAA (Migrants Rescue and Assistance in Agadez Region), financé par le gouvernement des Pays-Bas, et qui est complémentaire de l'initiative plus large, le Mécanisme de ressources et d'intervention pour les migrants (MRRM), développé par l'OIM Niger et financé par l'Union européenne.

Depuis janvier, on a observé l'entrée de plus de 60.000 personnes au Niger, dont seulement la moitié a été comptabilisée comme quittant le pays à travers les deux points de suivi à Séguédine et Arlit. Par rapport à l'année précédente, il y a beaucoup moins de migrants déclarés à la fois entrants et sortants.

« J'ai été choqué quand, pas loin de la frontière entre le Niger et la Libye, à Toummo, nous avons rencontré un grand groupe de femmes, principalement du Nigéria et du Ghana, dans un hangar sombre assez proche du poste frontalier, qui attendaient leur prochain passage vers le nord », a déclaré Alberto Preato, responsable du programme MRRM de l'OIM Niger.

« Nous devons mieux comprendre comment les réseaux de trafic et de contrebande sont connectés et accroître notre présence dans ces zones éloignées afin de fournir de l'information, de l'assistance et des alternatives aux migrants qui en ont besoin », a ajouté M. Preato.

Au cours d'une des dernières missions de secours menées en coopération avec la protection civile nigérienne, le personnel de l'OIM a sauvé 23 migrants gambiens et sénégalais qui avaient été abandonnés par leurs conducteurs, dont une fillette âgée de 7 ans.

L'OIM a pour objectif non seulement de continuer à fournir une assistance vitale aux migrants en détresse, mais aussi à soutenir les initiatives communautaires le long des routes migratoires dans le nord du Niger.

L'ONU encourage le Cameroun à réduire les tensions dans les régions anglophones



La Vice-Secrétaire générale Amina J. Mohammed. Photo ONU/Eskinder Debebe

8 août - La Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, Amina J. Mohammed, a rencontré mardi 8 août au siège de l'ONU à New York une délégation du Cameroun avec qui elle a discuté de la situation dans les régions anglophones du pays, a indiqué le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU dans un compte rendu de cette rencontre.

Lors de cette rencontre avec la délégation menée par le Professeur Paul Ghogomu, Ministre et Directeur de cabinet du Premier ministre du Cameroun, Mme Mohammed s'est félicitée « des efforts entrepris par le gouvernement pour réduire les tensions et a souligné l'importance de renforcer les mesures de renforcement de la confiance, notamment en veillant à ce que la justice soit accordée à tous et que les droits de l'homme soient respectés

», a précisé le porte-parole.

La Vice-Secrétaire générale a réitéré la volonté des Nations Unies, grâce aux bons offices du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), François Louncény Fall, et à l'équipe-pays des Nations Unies, de soutenir les efforts de dialogue inclusif pour répondre aux causes profondes des tensions dans les régions touchées.

Selon la presse, le gouvernement avait ordonné fin avril le rétablissement de l'Internet dans les deux régions anglophones du pays après une interruption de plus de trois mois suite à des revendications sur le bilinguisme.

Par ailleurs, Mme Mohammed a félicité le Cameroun pour sa générosité envers les réfugiés de la République centrafricaine et du Nigéria. Elle a indiqué que les Nations Unies souhaitent travailler avec le Cameroun, le Nigéria et le Tchad pour réintégrer les personnes concernées, en particulier les femmes, les jeunes et les enfants.

Le Vice-Secrétaire générale et le chef de la délégation camerounaise ont également discuté du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de la réforme du système de développement des Nations Unies, ainsi que de la situation dans la péninsule de Bakassi et de la lutte contre Boko Haram.

Soudan du Sud : arrivée des premiers contingents de la Force de protection régionale



le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), David Shearer, lors de l'arrivée à Juba de la Force de protection régionale mandatée par l'ONU. Photo: ONU / Isaac Billy

8 août - Le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Soudan du Sud, David Shearer, s'est félicité mardi de l'arrivée des premiers contingents de la Force de protection régionale de l'ONU (FPR) mandatée par le Conseil de sécurité pour renforcer la capacité de maintien de la paix de la Mission des Nations Unies dans le pays (MINUSS).

Cette force, dont la capacité maximale est de 4.000 soldats, doit permettre à la MINUSS d'organiser davantage de patrouilles le long des routes, d'assurer la protection de populations vulnérables isolées et d'assurer la sécurité nécessaire à la fourniture de l'aide humanitaire.

Une première compagnie de soldats rwandais est arrivée au cours du weekend. Une compagnie népalaise, ainsi que plus de 100 ingénieurs bangladeshis sont aussi arrivés au

Soudan du Sud.

« L'arrivée de ces contingents ainsi que celle de la compagnie rwandaise de Casques bleus marquent le début du déploiement progressif de la FPR qui finira par compter 4.000 soldats », a déclaré M. Shearer lors d'une conférence de presse conjointe avec le Commandant de la FPR, le général Jean Mupenzi, et le Commandant du Secteur sud de la MINUSS, le général Kindu Tegegn, au camp de Topping, à Juba, la capitale sud-soudanaise.

Les autres soldats de la paix rwandais faisant partie du principal bataillon doivent arriver dans les prochaines semaines et l'arrivée des troupes éthiopiennes est imminente, a précisé le chef de la MINUSS.

« Je voudrais réaffirmer très clairement que la FPR n'est pas une force de maintien de la paix distincte du reste de la MINUSS. Les 4.000 soldats de la paix de la FPR seront sous l'autorité du Commandant de la Force de la MINUSS, le général Frank Kamanzi », a-t-il dit.

Les troupes de la FPR seront basées à Juba et opéreront si nécessaire dans les zones avoisinantes.

« L'arrivée du FPR signifie que les troupes actuelles de la MINUSS déjà à Juba peuvent, au besoin, être redéployées dans différents endroits du Soudan du Sud pour protéger les civils, soutenir l'assistance humanitaire et surveiller et signaler les violations des droits de l'homme », a dit M. Shearer.

« Par exemple, cela nous permettra de mettre plus de patrouilles sur des routes peu sûres où des attaques ont été commises contre des convois de civils, comme la route Juba-Nimule et celle de Juba-Bor », a-t-il ajouté. « Des soldats de la paix supplémentaires nous permettent de mieux aider à protéger les habitants du Soudan du Sud et à contribuer à la paix durable que nous recherchons ».

Le HCR appelle l'Australie à trouver des solutions viables et humaines pour les personnes en rétention offshore



Un centre pour les réfugiés à Nauru.
Photo HCR/N. Wright

8 août - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est dit mardi profondément préoccupé par la détérioration des conditions au centre de rétention sur l'île de Manus, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au lendemain de la mort d'un jeune réfugié iranien retrouvé pendu à un arbre.

Profondément attristé par cette « mort tragique », le HCR a souligné la situation précaire pour les personnes vulnérables sur l'île de Manus alors que le centre de rétention doit fermer en octobre 2017 suite à une décision de la Cour suprême de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Les Nations Unies ont été informées que les migrants devront se réinstaller ailleurs en Papouasie-Nouvelle-Guinée ou rentrer dans leurs pays d'origine.

Le HCR estime que la fermeture prochaine du centre de rétention ainsi que le retrait annoncé des services de soins médicaux, de sécurité et de soutien aux personnes victimes de traumatismes et de tortures, exacerbent une situation très stressante pour les 773 personnes en « rétention offshore » sur l'île de Manus.

« L'annonce de la fermeture du centre, en l'absence de solutions de rechange appropriées, cause une détresse aiguë chez les réfugiés et les demandeurs d'asile », a alerté dans un communiqué le bureau du HCR à Canberra. « Beaucoup craignent pour leur sécurité en dehors du centre, en particulier à la suite de plusieurs incidents violents ces dernières années ».

Pour éviter de nouvelles tragédies et une escalade de la crise, le HCR estime que la fermeture prévue du centre de l'île Manus ne doit avoir lieu qu'à la condition que les services vitaux continuent d'être assurés conformément à la aux obligations actuelles de l'Australie envers les réfugiés et les demandeurs d'asile.

« Toute réduction supplémentaire du soutien fondamental aux réfugiés et aux demandeurs d'asile transférés par l'Australie

vers la Papouasie-Nouvelle-Guinée aggraverait les graves risques pour la santé et la sécurité des personnes détenues au cours des quatre dernières années », a prévenu le HCR.

Le HCR a de nouveau appelé l'Australie à trouver d'urgence des solutions viables et humaines en dehors de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et de Nauru pour les réfugiés et migrants toujours soumis aux procédures offshore décidées par Canberra.

Selon le HCR, environ 2.500 réfugiés et demandeurs d'asile ont été transférés de force par l'Australie vers des centres de « traitement offshore » situés en Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Nauru depuis 2013. Parmi ces 2.500 personnes, environ 1.100 se trouvent toujours à Nauru et 900 autres en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

A la suite d'un accord bilatéral conclu entre Canberra et Washington sur la réinstallation, le HCR a présenté, ces huit derniers mois, des dossiers de candidature pour la réinstallation de plus de 1.100 réfugiés aux Etats-Unis. Un autre groupe de 500 personnes attend toujours l'issue de la procédure de détermination du statut de réfugié mené par les autorités de Papouasie-Nouvelle-Guinée et de Nauru, selon leur arrangement avec l'Australie.

C'est dans ce contexte que le chef du HCR, Filippo Grandi, avait appelé le 24 juillet dernier l'Australie « à mettre fin à la pratique néfaste du modèle offshore de traitement et de placement » et « d'offrir des solutions à ces victimes, relevant de sa responsabilité, et de travailler avec le HCR sur de futures alternatives pour sauver des vies en mer et protéger les personnes dans le besoin ».

Kenya : le chef de l'ONU insiste sur le respect des droits de l'homme pendant le scrutin



Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, rencontre des jeunes femmes dans un bidonville de Mathare, à Nairobi, au Kenya. Photo ONU Habitat/Julius Mwelu

8 août - Alors que les Kenyans étaient appelés à voter pour les élections générales ce mardi 8 août, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a souligné lundi soir l'importance du respect des droits de l'homme pendant ce scrutin.

Les élections opposent le Président sortant, Uhuru Kenyatta, qui brigue un second mandat, à son rival Raila Odinga. Selon la presse, certains craignent, à l'annonce des résultats, des violences intercommunautaires similaires aux violences post-électorales de 2007-2008.

« Le Secrétaire général suit de près les développements relatifs au processus électoral au Kenya et il reste en contact régulier avec les dirigeants politiques concernés et d'autres parties prenantes clés », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse publiée lundi soir avant l'ouverture des bureaux de vote.

« Alors que le peuple du Kenya se prépare à participer aux élections générales du 8 août 2017, le Secrétaire général appelle toutes les parties prenantes nationales à renouveler leur engagement à des élections crédibles et pacifiques, ainsi que leur confiance dans les institutions mandatées par la Constitution pour organiser les élections », a-t-il ajouté.

« Le Secrétaire général souligne l'importance du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que de la conduite professionnelle et impartiale des responsables des forces de l'ordre pendant les élections », a encore dit le porte-parole.